

**Convention collective**

IDCC : 1885. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES  
(Côte-d'Or)**  
**(1<sup>er</sup> septembre 1995)**

(Bulletin officiel n° 1996-2 bis)  
(Etendue par arrêté du 13 mai 1996,  
Journal officiel du 23 mai 1996)

---

AVENANT N° 2015-01 DU 26 JUIN 2015

RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2015

NOR : ASET1550751M

IDCC : 1885

---

Entre :

L'UIMM Côte-d'Or,

D'une part, et

La CFDT Côte-d'Or ;

La CFE-CGC Côte-d'Or ;

La CFTC Côte-d'Or,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit dans le cadre de la négociation annuelle pour l'année 2015 portant sur les salaires dans les industries de la métallurgie de la Côte-d'Or.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales garanties annuelles (RMGA)*

Il est institué, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, un barème des rémunérations minimales garanties annuelles définies à l'article 39.4 de la convention collective ci-dessus désignée.

Les rémunérations minimales garanties annuelles sont fixées pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème figure en annexe I.

Il est rappelé que, conformément à l'article 39.4 de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Côte-d'Or, il sera tenu compte, pour l'application des rémunérations minimales garanties annuelles, « de l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie mensuel et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- prime d'ancienneté, prévue à l'article 39.3 de la présente convention ;
- majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;

- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- indemnisation de l’astreinte ;
- versement régularisateur éventuellement dû au titre de l’année antérieure.

En application de ce principe, sont exclues de l’assiette de vérification :

- les sommes découlant de la législation sur l’intéressement et sur la participation et n’ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale ».

## **Article 2**

### *Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et valeur du point (VP)*

La valeur du point est fixée à 4,72 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) définies à l’article 39.2 de la convention collective ci-dessus désignée pour les ouvriers, les administratifs, les techniciens et les agents de maîtrise des entreprises entrant dans son champ d’application est applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015 pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Ce barème figure en annexe II.

Il est rappelé que les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servent notamment de base de calcul à la prime d’ancienneté définie à l’article 39.3.

## **Article 3**

### *Indemnité de panier*

Les parties tiennent à rappeler les stipulations de l’article 39.8 de la convention collective, qui prévoit expressément que : « Le personnel dont l’amplitude de travail est au moins égale à 7 h 30 dans un horaire tel que défini à l’article 34.1 bénéficie d’une indemnité de panier égale au double du montant horaire du minimum garanti institué par la loi du 2 janvier 1970.

La même indemnité est accordée au salarié qui, après avoir effectué dans la journée son horaire normal de travail, effectue exceptionnellement après 21 heures au moins 4 heures de travail. »

Les parties tiennent également à rappeler que, conformément aux dispositions de l’article L. 3231-12 du code du travail, le minimum garanti visé à l’article 39.8 susvisé est déterminé par décret pris par les pouvoirs publics.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le minimum garanti est fixé à 3,52 € en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon. En conséquence, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le montant de l’indemnité de panier visée à l’article 39.8 susmentionné s’élève à 7,04 €.

## **Article 4**

### *Calendrier de négociation*

Conformément aux dispositions des articles L. 2241-1 et suivants du code du travail, les parties conviennent d’ouvrir la prochaine réunion de négociation territoriale de branche sur les salaires minimaux et la valeur du point courant juin 2016.

## **Article 5**

### *Notification, formalités de dépôt et demande d’extension*

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d’exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives, dans les conditions prévues à l’article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt, dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Il fera l'objet d'une demande d'extension formée dans les meilleurs délais par l'UIMM Côte-d'Or, qui tiendra les organisations représentatives informées de l'état d'avancement de cette demande ainsi que de la décision des services centraux du ministre chargé du travail.

Fait à Dijon, le 26 juin 2015.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### Barème des rémunérations minimales garanties annuelles brutes (RMGA) des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise au 1<sup>er</sup> janvier 2015

Base horaire hebdomadaire : 35 heures de travail effectif.

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	FILIÈRES			
			Ouvrier	Administratif et technicien	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise d'atelier
I	1	140	17 491	17 491		
	2	145	17 510	17 510		
	3	155	17 603	17 603		
II	1	170	17 720	17 720		
	2	180		17 874		
	3	190	18 098	18 098		
III	1	215	18 557	18 557	18 557	18 557
	2	225		19 025		
	3	240	19 649	19 649	19 649	19 649
IV	1	255	20 772	20 772	20 772	20 772
	2	270	21 744	21 744		
	3	285	22 825	22 825	22 825	22 825
V	1	305		24 541	24 541	24 541
	2	335		26 248	26 248	26 248
	3	365		28 712	28 712	28 712
	3	395		29 798	29 798	29 798

## ANNEXE II

### Barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise au 1<sup>er</sup> juillet 2015

Base horaire hebdomadaire : 35 heures de travail effectif.

Valeur du point : 4,72 €.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	ADMINISTRATIF et technicien		OUVRIER				AGENT DE MAÎTRISE		AGENT DE MAÎTRISE D'ATELIER		
			RMH	Catégorie	RMH	Maj. 5 %	Total RMH	Catégorie	RMH	RMH	Maj. 7 %	Total RMH	
I	1	140	660,80	O1	660,80	33,04	693,84						
	2	145	684,40	O2	684,40	34,22	718,62						
	3	155	731,60	O3	731,60	36,58	768,18						
II	1	170	802,40	P1	802,40	40,12	842,52						
	2	180	849,60		849,60	42,48	892,08						
	3	190	896,80	P2	896,80	44,84	941,64						
III	1	215	1 014,80	P3	1 014,80	50,74	1 065,54	AM1		1 014,80	71,04	1 085,84	
	2	225	1 062,00		1 062,00	53,10	1 115,10			1 062,00			
	3	240	1 132,80	TA1	1 132,80	56,64	1 189,44	AM2		1 132,80	79,30	1 212,10	
IV	1	255	1 203,60	TA2	1 203,60	60,18	1 263,78	AM3	1 203,60	1 203,60	84,25	1 287,85	
	2	270	1 274,40	TA3	1 274,40	63,72	1 338,12		1 274,40	1 274,40			
	3	285	1 345,20	TA4	1 345,20	67,26	1 412,46	AM4	1 345,20	1 345,20	94,16	1 439,36	

NIV.	ÉCH.	COEF.	ADMINISTRATIF et technicien	OUVRIER				AGENT DE MAÎTRISE		AGENT DE MAÎTRISE D'ATELIER		
			RMH	Catégorie	RMH	Maj. 5 %	Total RMH	Catégorie	RMH	RMH	Maj. 7 %	Total RMH
V	1	305	1 439,60					AM5	1 439,60	1 439,60	100,77	1 540,37
	2	335	1 581,20					AM6	1 581,20	1 581,20	110,68	1 691,88
	3	365	1 722,80					AM7	1 722,80	1 722,80	120,60	1 843,40
		395	1 864,40						1 864,40	1 864,40	130,51	1 994,91
<i>Nota.</i> – Pour chacune des filières administratifs et techniciens, ouvriers, agents de maîtrise et agents de maîtrise d'atelier, les RMH à retenir pour servir de base de calcul à la prime d'ancienneté sont celles apparaissant en gras.												